



Des mandats d'arrêt lancés contre deux responsables de l'association LUSUD suite aux récentes manifestations contre les impacts négatifs des activités de la société minière RIO TINTO QMM à Tolagnaro-Fort-Dauphin Madagascar.

Les médias et les réseaux sociaux ont diffusé et montré que plusieurs milliers de manifestants ont de nouveau bloqué la route qui mène au site de Mandena de RIO TINTO QMM à Tolagnaro-Fort-Dauphin à l'aide de barrage depuis le 26 juin.

Reprenons brièvement l'évolution des événements au cours des derniers mois :

En janvier 2023, la presse se faisait l'écho de la « *signature par 3.382 pêcheurs et 2.029 usagers* » riverains du site d'exploitation d'un accord sur le paiement de compensations et d'indemnités par la compagnie minière en échange de l'arrêt des doléances et manifestations (1).

Interrogés sur les causes de ce nouveau mouvement qui a impliqué une foule impressionnante de manifestants, des participants ont répondu que, comme des milliers d'habitants des villages victimes des conséquences de l'exploitation minière, ils n'avaient pas signé cet accord car ils ont estimé que le montant de la compensation proposée était très inférieur à la valeur des pertes subies par chaque citoyen concerné au niveau de leur environnement, de leur santé et de leur vie.

L'association LUSUD a été créée en mars 2023 (2) après la signature de cet accord et a mis l'accent sur les risques élevés de contamination de l'eau consommée par les habitants des villages voisins du site car les eaux usées de l'usine de RIO TINTO QMM se déversent depuis plus de 10 ans, sans aucun traitement, dans les eaux de la rivière et du lac, que la population consomme et utilise pour ses besoins quotidiens. Certains parlent de la présence d'éléments radioactifs et de la mention de l'augmentation du taux d'aluminium, d'uranium et de cadmium dans différents rapports de la maison-mère et d'autres experts. Lorsque des dizaines de poissons morts sont remontés à la surface de l'eau autour du seuil déversoir en mars 2022, le Ministre de l'Eau avait souligné l'évidence de la responsabilité de la société RIO TINTO QMM, alors que la compagnie avait communiqué sur sa non-responsabilité. Qui a réussi à faire changer d'avis la compagnie minière lorsqu'on lit dans la presse au mois de mai 2023 que RIO TINTO QMM va allouer 13 millions de dollars de plus pour le traitement des eaux ? (3)

L'un des responsables de l'association LUSUD, Eugène CHRETIEN, était la personne convoquée dans les bureaux de la police de Fort-Dauphin et défendue par son avocate quand l'Ordre des Avocats du Barreau de Madagascar avait fait une déclaration à la presse nationale sur le fait que leur conseil avait fait l'objet de « *séquestration, violences psychologiques, destruction de bien personnel et menaces* » (4) par un officier supérieur de la gendarmerie dans un poste de police de Fort-Dauphin en mars 2023.

Une nouvelle convention vient d'être signée entre l'Etat et la société RIO TINTO QMM mais les communautés qui en subissent toutes les conséquences négatives, n'ont pas été impliquées dans les négociations et décisions, ont commenté des membres de l'association LUSUD.

L'épisode actuel de la longue lutte que mènent depuis plus de 10 ans les communautés pour la défense de leurs droits face à cette société minière se concrétise par la diffusion à « *toutes les unités de la gendarmerie nationale* » d'« *avis de recherche* » et demande d'« *arrestation* » de deux responsables de l'association LUSUD, Eugène CHRETIEN et Laurent MANJARY, lancés par « *le Chef du groupe d'appui à la police judiciaire de Fort-Dauphin* », précisant sur leur photo respective « *meneur de grève QMM* ».

- L'arrestation est-elle désormais le sort qui attend les meneurs de grève à Madagascar ? Quel type de régime est-on en train de développer ?
- Les responsables ont-ils répondu à la pétition et à la lettre de demandes de rencontre et d'échanges que leur ont adressées auparavant l'association LUSUD et ses 20.000 membres avant d'organiser le barrage de manière pacifique ?
- Pourquoi les décideurs font-ils preuve de tant d'acharnement et déploient-ils de si grands moyens face aux défenseurs des droits fondamentaux des communautés impactées par cette multinationale, alors que de nombreux voleurs et *dahalo* (bandits de grande envergure) dont les actes nuisent à la sécurité des habitants de toutes les régions, à l'économie nationale et à la réputation du pays poursuivent leurs méfaits depuis des années dans une quasi-impunité ?

02 juillet 2023

Collectif pour la défense des terres malgaches – TANY

patrimoine.malgache@yahoo.fr; www.facebook.com/TANYterresmalgaches; @CollectifTany

Références :

- (1) <https://moov.mg/article/72318-affaire-rio-tinto-qmm-accords-de-cloture-des-doleances-signes>
- (2) <https://lexpress.mg/17/04/2023/anosy-une-association-demande-la-suspension-de-la-licence-doperer-de-la-qmm/>
- (3) https://lexpress.mg/25/05/2023/environnement-rio-tinto-alloue-13-millions-de-dollars-de-plus-pour-le-traitement-des-eaux/?utm_source=browser&utm_medium=rss_notification&utm_id=480598.546292341
- (4) <https://midi-madagasikara.mg/ordre-des-avocats-une-plainte-contre-un-officier-de-la-gendarmerie-pour-menace-et-violences-psychologiques/>